

tenue sous la présidence de Madame MADELAIGUE, assisté(e)
de Madame BECIRSPAHIC et Madame MARQUESUZAA, Conseillers
En présence de Madame NEUMAIER, Rapporteure publique
Madame DANGENG, Greffière

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2302046	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Jesus Miguel A. , incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 14 avril 2023 prise par la directrice interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux portant rejet de son recours administratif préalable obligatoire à l'encontre de la décision du 6 mars 2023 par laquelle le directeur du centre pénitentiaire de Mont de Marsan a mis fin à son contrat d'emploi pénitentiaire en qualité d'auxiliaire de service télévision et frigo (poste non polyvalent)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A. Jesus Miguel	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
02)	DOSSIER N° 2303326	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Chaïsse B., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 13 novembre 2023 prise par le directeur de l'administration pénitentiaire de Lannemezan ordonnant son placement à l'isolement pour une durée de 3 mois	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur B. Chaïsse	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
03)	DOSSIER N° 2301801	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Abraham L., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 19 mai 2023 par laquelle le directeur de l'administration pénitentiaire de Lannemezan a ordonné la prolongation de son placement à l'isolement pour une durée de trois mois	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur L. Abraham	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

04)	DOSSIER N° 2302377	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	M. Pierre P. demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet, née du silence gardé par le maire de la commune de Capbreton portant rejet de sa demande indemnitaire suite à l'accident de vélo survenu sur la route d'accès à la station d'épuration sis quartier de la Pointe	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur P. Pierre	SCP HEUTY-LORREYTE-LONNE-CANLORBE
Intervenant	AESIO MUTUELLE	
Défendeur	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES LANDES	Maître BARNABA Alexandrine (Cour)
	COMMUNE DE CAPBRETON	SELARL ETCHE AVOCATS
	SYNDICAT D'EQUIPEMENT DES COMMUNES DES LANDES	SCP KRUST ET PENAUD
	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MAREMNE ADOUR CÔTE SUD	Maître BARNABA Alexandrine (Cour)
05)	DOSSIER N° 2300586	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	La SCI DU PUY PETIT demande au tribunal de condamner la communauté d'agglomération du Pays Basque à réaliser sous astreinte de 150 euros par jour de retard et dans un délai maximal de 4 mois à compter de la notification de la décision à intervenir les travaux préconisés par l'expert judiciaire et de la condamner au versement de la somme de 5 000 euros en indemnisation du trouble de jouissance.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SCI DU PUY PETIT	SELARL MALTERRE - CHAUVELIER (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE	Maître PIERSON Thomas (Cour)
	COMMUNE D'AMENDEUX-ONEIX	SELARL BOISSY AVOCATS ASSOCIES
06)	DOSSIER N° 2302649	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Francis D., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 3 octobre 2023 prise par le directeur de l'administration pénitentiaire de Lannemezan portant prolongation de son placement à l'isolement pour une durée de trois mois	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur D. Francis	Maître DURANCON Delphine (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

07)

DOSSIER N° 2301969

RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA

Titre de l'affaire Mme Cathie R. demande au tribunal d'annuler les décisions de rejet du 12 mai 2023, prises par le centre communal d'action sociale de Dax, ensemble les arrêtés du 25 janvier 2023 par lesquels elle a été maintenue en congés maladie ordinaire au-delà du 11 mars 2022 et placée en disponibilité d'office du 11 septembre 2022 au 11 septembre 2023.

Nom des parties

Demandeur Madame R. Cathie

Défendeur CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE DAX

Représentants des parties

Maître LAPLACE Mélanie (Cour)

Maître LAVEISSIERE Jean (Cour)

09 heures 30

08)	DOSSIER N° 2300013	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHIC
Titre de l'affaire M. et Mme T. Corinne et Nicolas, et autres demandent au tribunal de condamner le centre hospitalier de Bigorre au versement d'indemnités en réparation du préjudice subi suite au décès de Tim T. .		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Monsieur et Madame T. Corinne et Nicolas	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Monsieur T. Léo	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame T. Chloé	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame C. VEUVE L. Élise	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame G. ÉPOUSE L. Sylvie	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame T. Lilou	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Monsieur L. Michel	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame R. VEUVE T. Roselyne	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame T. EPOUSE R.Sylvie	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Monsieur R. Pierre	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Monsieur R. Iban	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Monsieur R. Jon	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame L. DIVORCEE L. Nadège	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Monsieur L. Nicolas	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame L. Emelyne	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
	Madame L. Maëlyne	Maître BENAYOUN Denis (Cour)
Intervenant		
Défendeur	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES HAUTES-PYRÉNÉES ET DU GERS CENTRE HOSPITALIER TARBES-LOURDES	SELARL INTERBARREAUX RACINE

09 heures 30

09)	DOSSIER N° 2303295	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	La SAS WILAU PROPLETE demande au tribunal d'annuler les pénalités appliquées par l'Office 64 de l'Habitat et de le condamner à lui verser la somme de 21 670 euros au titre des pénalités injustement déduites - marché portant sur la réalisation de prestations au sein de différents immeubles lots 100 à 103, 105 et 108	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SAS WILAU PROPLETE	SELARL PYRENEES AVOCATS (Cour)
Défendeur	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	SCP CGCB & ASSOCIES
10)	DOSSIER N° 2401068	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	Mme Gissel B. demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet, née du silence gardé par la préfète des Landes sur sa demande de délivrance d'un titre de séjour	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame B. Gissel	Maître LASSORT Gabriel (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES LANDES	
11)	DOSSIER N° 2301021	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHIC
Titre de l'affaire	La société PRIVILEGE AUTO 65 demande au tribunal d'annuler la décision du 13/02/2023 lui demandant le remboursement, pour le mois de novembre 2020, de l'aide qu'il a perçue au titre du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SAS PRIVILEGE AUTO 65	Maître GUILLEN Denis (Cour)
Défendeur	DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'OCCITANIE	

09 heures 30

12)	DOSSIER N° 2300788	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	M. Garikoitz A., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision prise le 2 mars 2023 par le M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice portant décision de maintien au répertoire des détenus particulièrement signalés (DPS).	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A. Garikoitz	Maître PAULUS-BASURCO Maritxu (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
13)	DOSSIER N° 2302972	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	M. Sébastien M. , agent d'entretien qualifié, demande au tribunal d'annuler la décision n° 2023/01 en date du 18 septembre 2023 prise par le directeur de l'EHPAD Domaine Nauton-Truquez portant révocation et radiation des cadres à compter du 12 septembre 2023	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M. Sébastien	SELARL CM AVOCAT (Cour)
Défendeur	EHPAD NAUTON-TRUQUEZ	Maître LEPLAT Julien (Cour)
14)	DOSSIER N° 2303067	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	RENOI TA LIMOGES - M. Jérémy P., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet, née du silence gardé par le directeur de l'administration pénitentiaire, sur son recours administratif préalable obligatoire, dirigée contre la sanction disciplinaire prononcée à son encontre	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur P. Jérémy	Maître ORTEGO SAMPEDRO Ilazki (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

15)	DOSSIER N° 2302462	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Abdel Rami S. , incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision du 26 juillet 2023 par laquelle le directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse a rejeté son recours administratif préalable obligatoire du 3 juillet 2023 contre la décision de la commission de discipline du 28 juin 2023 prononçant une sanction de 14 jours de cellule disciplinaire intégralement assortie d'un sursis actif six mois	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur S. Abdel Rami	SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
16)	DOSSIER N° 2400598	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	Mme Véronique D. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-02-02.A en date du 2 février 2024 pris par le préfet des Hautes-Pyrénées portant refus d'admission au séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an et abrogation et remplacement de tout document de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame D. Véronique	SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	
17)	DOSSIER N° 2402901	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHC
Titre de l'affaire	M. Youssef B. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 246400287 en date du 7 juin 2024 pris par le préfet des Pyrénées-Atlantiques portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Youssef	Maître DUCOIN Gaëlle (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	

09 heures 30

18)	DOSSIER N° 2300199	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	RENOI DU TA DE BORDEAUX - Mme Aurore Z. demande au tribunal d'annuler la décision du 30 novembre 2022 par laquelle la cheffe d'établissement du centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan a refusé de lui accorder un permis de visite au bénéfice de M. Anthony T.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame Z. Aurore	Madame Z. Aurore
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
19)	DOSSIER N° 2302193	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Kévin S., initialement incarcéré au centre pénitentiaire de Mont de Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision du 19 juillet 2023 par laquelle le directeur interrégional des services pénitentiaires de Bordeaux a rejeté son recours administratif préalable obligatoire formé à l'encontre du déclassement dont il a fait l'objet par la commission de discipline du centre pénitentiaire de Mont de Marsan du 19 juin 2023	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur S. Kévin	Monsieur S. Kévin
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
20)	DOSSIER N° 2302132	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Jean-Louis A., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision du 4 juillet 2023 par laquelle le directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse a rejeté son recours administratif préalable obligatoire formé à l'encontre du déclassement dont il a fait l'objet par la commission de discipline du centre pénitentiaire de Lannemezan du 24 mai 2023	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A. Jean-Louis	Monsieur APPOLO Jean-Louis
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

21)	DOSSIER N° 2301754	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHIC
-----	--------------------	------------------------------------

Titre de l'affaire M. Christophe L. demande au tribunal d'annuler la décision du 8 juin 2023 lui demandant le remboursement, pour les mois de mars à mai 2020, des aides qu'il a perçues au titre du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19.

Nom des parties

Demandeur

Monsieur L. Christophe

Défendeur

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'AQUITAINE

Représentants des parties

Monsieur L. Christophe

Arrêté le 30/10/2025

Le président du tribunal